

Collèges et transports : navigation à vue pour la région Ile-de-France

SIBYLLE VINCENDON 27 AOÛT 2014 À 19:56

Ce mercredi matin, Jean-Paul Huchon, le président socialiste de la région Ile-de-France, a souligné ce point positif : *«Nous avons réussi à mettre en place les conditions de la confiance entre les partenaires de la gauche régionale.»* Par les temps qui courent, c'est en effet à mettre au bilan...

Pour le reste, il lui a bien fallu admettre, à l'occasion de sa traditionnelle conférence de presse de rentrée, que le contexte oblige à une certaine navigation à vue. Alors que la région va inaugurer vendredi son 476^e lycée au Bourget (Seine-Saint-Denis), quid des collèges ? La réforme territoriale en cours de discussion au Parlement prévoit le transfert des collèges aux régions. Mais également la fusion des départements dans les métropoles là où elles existent. L'Ile-de-France comprenant à la fois une métropole - le Grand Paris - et des départements de grande couronne, à qui ira le millier de collèges ?

Jean-Paul Huchon, qui souligne au préalable que *«la métropole existe dans les textes mais pas encore dans le réel»*, admet qu'il ne peut guère répondre à cette question : *«Quand les collèges vont être attribués aux régions, sur la base d'un texte pas encore voté et qui est discuté dans le contexte compliqué des sénatoriales, nous demanderons que tous les collèges soient traités de la même façon. Je ne vois pas la logique qui consisterait à affecter les collèges centraux à la métropole et ceux de la grande couronne à la région.»*

Autre inconnue, et de taille, les financements de l'Etat. La région Ile-de-France démarre les discussions autour du prochain contrat de plan Etat-région, essentielles en particulier pour le financement des transports. La part de l'Etat *«doit passer à 500 millions d'euros par an et Manuel Valls nous a confirmé cet engagement»*, assure Jean-Paul Huchon. Il admet que la tentative de trouver ces financements par le biais d'une taxe de séjour *«n'a pas abouti au Parlement»*, sous la pression des professionnels du tourisme, mais il assure : *«De nombreux députés sont prêts à nous appuyer lors de la discussion de la loi de finances.»* Et de rappeler qu'avec les travaux gigantesques des transports du Grand Paris et leurs 200 000 emplois estimés, l'Ile-de-France a *«un bon argument économique»*.

Enfin, Jean-Paul Huchon ne désespère pas que la réforme territoriale, qui fait des régions le pivot du développement économique, s'accompagne *«de recettes nouvelles»*. Et sur le pass Navigo à tarif unique, Huchon assure que les entreprises regardent l'initiative d'un œil meilleur depuis que la région leur a démontré qu'elles allaient économiser *«100 à 120 millions d'euros par an»* en remboursant un Navigo moins cher.

Sibylle VINCENDON